

---

## IMM-GSPM – Groupe de sociologie politique et morale

Laure Blévis, Dominique Linhardt, Cédric Moreau de Bellaing et Deborah Puccio-Den

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/22224>

ISSN : 2431-8698

### Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2013

Pagination : 683-686

ISSN : 0398-2025

### Référence électronique

Laure Blévis, Dominique Linhardt, Cédric Moreau de Bellaing et Deborah Puccio-Den, « IMM-GSPM – Groupe de sociologie politique et morale », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2013, mis en ligne le 16 juillet 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/22224>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

---

# IMM-GSPM – Groupe de sociologie politique et morale

Laure Blévis, Dominique Linhardt, Cédric Moreau de Bellaing et Deborah Puccio-Den

---

Laure Blévis, *maître de conférences à l'Université Paris-Ouest La-Défense*  
Deborah Puccio-Den, *chargée de recherche au CNRS*

## La violence « mesurée »

- 1 LE séminaire avait comme but de confronter plusieurs recherches issues de différentes disciplines (sociologie, histoire, anthropologie, sciences politiques) autour de situations qualifiées comme « violentes » ou suscitant des questionnements, débats ou controverses sur la limite entre une violence légitime et une violence illégitime.
- 2 Ont été examinés plusieurs cas s'éclairant les uns les autres – en dépit de la diversité des situations et des contextes – afin de parvenir à une meilleure intelligence de la violence comme action suscitant des opérations de nature réflexive sur son bien fondé ou, au contraire, son caractère arbitraire, et pour autant socialement inacceptable. Ces opérations, les acteurs ou groupes qui les effectuent, les ressources qu'ils mobilisent, les dispositifs sur lesquels ils s'appuient ont retenu notre attention.
- 3 Les recherches que nous avons examinées tout au long de l'année nous ont placés tantôt du côté de ceux qui, parfois sciemment (criminels mafieux, dissidents religieux), parfois malgré eux (personnel médical), infligent des « violences » (entendues comme atteintes à l'intégrité de la personne, à sa dignité ou à ses capacités) ; tantôt du côté de ceux qui évaluent les actes violents, mesurent leurs conséquences sur les « victimes » ou le corps social et, le cas échéant, établissent des formes d'indemnisation (services de police, instances d'une justice coutumière, magistrats).
- 4 Ce double regard a contribué à produire une vision complexe de notre objet, tenant compte des discours et justifications des acteurs violents, souvent négligés ou disqualifiés, en même temps que des mesures que les sociétés du présent et du passé,

européennes et non européennes, adoptent (parfois ayant recours à des corps spécialisés) non seulement pour gérer la violence, mais aussi pour la saisir intellectuellement. Ces opérations de nature cognitive nous ont également retenus.

- 5 Après une première séance introduisant la problématique de notre séminaire, Deborah Puccio-Den, ethnologue, a présenté ses recherches sur la mafia sicilienne. Son intervention, intitulée *Mesure et démesure de la violence mafieuse*, était fondée sur des entretiens avec des repentis de Cosa nostra, mettant à jour les logiques internes à cette association criminelle. Au-delà du mythe de « l'honorable société », cette parole indigène a fait apparaître la frontière que tout « homme d'honneur » se doit d'établir entre une violence nécessaire et une violence arbitraire.
- 6 L'invitée de notre troisième séance a été Chrystel Bernat, historienne, dont les travaux autour des guerres de religion en France ont prolongé le débat autour de la notion de « juste violence ». Son intervention, intitulée *Justice de Dieu, justice du Prince. Violences libertaires et guerre de domination en France au XVIII<sup>e</sup> siècle : fondements et seuils de la juste violence*, nous a permis de repérer à l'époque moderne des groupes de dissidents religieux – les camisards – élaborant des discours justificatoires et une échelle de valeurs départageant une violence « juste », parce qu'infligée à l'ennemi confessionnel au nom de Dieu, des actes de « barbarie ».
- 7 L'invité de notre quatrième séance a été Yazid Ben Hounet, anthropologue, dont les terrains portent sur les systèmes de réparation au Soudan et en Algérie. Son intervention, intitulée *100 dromadaires et quelques arrangements : l'estimation du prix du sang (diya) en Algérie et au Soudan*, nous a permis d'examiner les manières dont la justice coutumière et la justice d'État évaluent – parfois séparément, parfois étant enchevêtrées – des violences inter-claniques (viols, crimes, meurtres) et proposent des formes d'indemnisation.
- 8 Les invitées de notre cinquième séance ont été deux doctorantes en sociologie, Lucie Lechevalier-Hurard et Delphine Moreau, travaillant sur des services psychiatriques et gériatriques en région parisienne. Leur intervention, intitulée *Quand les pratiques professionnelles ordinaires sont menacées par la qualification de violence ou de maltraitance : (en)cadrer l'usage de la contrainte en psychiatrie et en gériatrie*, nous a amenés à considérer la manière dont le personnel médical se pose la question de la contrainte physique, de ses effets thérapeutiques ou délétères, et de sa nature fonctionnelle ou dysfonctionnelle par rapport au soin apporté.
- 9 L'invité de notre sixième séance a été Michel Naepels, ethnologue, dont les enquêtes sur des cycles de violence en Nouvelle-Calédonie – présentées dans un exposé intitulé *Mesurer le temps de la violence ? Dans l'après-coup de quelques conflits à Houailou (Nouvelle-Calédonie)* – nous ont conduits à appréhender la violence dans sa temporalité, ses jeux de « coups » et de « contrecoups », ses multiples étiologies et son enchaînement selon les indigènes (associant, tour à tour, insultes et agressions physiques, atteintes corporelles et actes de sorcellerie, guerres coloniales et « bagarres » intertribales).
- 10 Notre septième invité a été Emmanuel Didier, sociologue, dont les recherches explorent l'usage des statistiques au sein des services policiers. Son intervention, intitulée *Surrégime et quantification de l'(in)sécurité publique*, nous a conduits au cœur des dispositifs mis en place par la police française, sur le modèle de la police new yorkaise, pour mesurer l'insécurité et l'efficacité des moyens déployés pour la réduire.

- 11 Notre dernière invitée a été Abigail Saguy, professeure américaine de sociologie et *gender studies* travaillant sur la législation qui définit le harcèlement sexuel aux États-Unis et en France. Son intervention, intitulée *Le harcèlement sexuel dans la loi et au sein des entreprises : une comparaison franco-américaine, avant et après l'affaire DSK*, a analysé les répercussions dans les médias, la perception commune et le droit de cette « affaire » de viol remettant profondément en cause le statut de la « victime ».
- 12 Pour conclure, les recherches présentées au cours de ce séminaire mensuel ont éclairé d'un point de vue interdisciplinaire la question de la violence, montrant la complexité des opérations de mesure à laquelle se livrent les acteurs violents, d'une part, les réparateurs ou les punisseurs, d'autre part, pour gérer une force qui ne doit jamais basculer du côté de la brutalité.

Dominique Linhardt, *chargé de recherche au CNRS* Cédric Moreau de Bellaing, *maître de conférences à l'ENS*

## Ni guerre, ni paix : arrangements et réarrangements du droit et de la violence

- 13 LE séminaire s'est fondé sur l'hypothèse selon laquelle tout ordre politique pouvait se décrire comme un arrangement particulier du droit et de la violence. Cela est vrai, particulièrement, de l'arrangement politique moderne dans lequel l'articulation entre le droit et la violence fait fond sur un partage entre (dés)ordre(s) interne(s) et (dés)ordre(s) externe(s), partage qui se décline en une série d'oppositions : entre la guerre et la paix, entre la guerre et le crime, entre la guerre et la guerre civile, entre la société et la société internationale, entre l'État de droit et le droit de la guerre, etc. Nous avons voulu, cette année, soumettre à examen des configurations qui ont pour effet de mettre à l'épreuve cet arrangement moderne. En envisageant ainsi un ensemble de phénomènes violents et d'évolutions juridiques, observables depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, avec une intensité accrue depuis une trentaine d'années, nous nous sommes également attachés à explorer des hypothèses relatives à l'existence d'un autre arrangement, que le point de vue moderne aurait éclipsé et que les développements les plus récents rendraient visibles.
- 14 Après deux séances d'ouverture visant à exposer et à mettre en discussion cette problématique, le séminaire a accueilli, à chacune de ses séances, un intervenant extérieur invité à présenter ses recherches.
- 15 Un premier ensemble d'interventions, fruit de travaux historiques, sociologiques ou anthropologiques, a porté sur des cas empiriques engageant des formes de conflictualité qui débordent l'arrangement moderne. Nicolas Fischer (CNRS, CESDIP) a présenté ses réflexions sur la généalogie des centres de rétention pour étrangers en l'envisageant depuis la forme militaire du « camp ». Marielle Debos (Université Paris-Ouest Nanterre La-Défense, ISP) a présenté ses réflexions sur le concept d'« entre-guerres » dérivé de son étude de la pacification politique observable dans le Nord du Tchad dans les années 2 000. Thomas Ribémont (Université Paris-13/ Paris-Nord, CERAL) a proposé une analyse des conditions sociales et idéologiques, envisagée sur le temps long, du génocide rwandais. Pierre-Yves Condé a présenté certains éléments de son travail sur la construction historique du droit pénal international et sur le

développement des cours pénales internationales. Ces études, portant sur des cas actuels, mais toujours éclairés par l'histoire, nous ont permis d'établir un continuum entre des situations de « quasi-paix » et des situations de « quasi-guerre », situations qualifiées ainsi en raison de la distance, même ténue, qui les sépare de ce que désignent les notions de « guerre » et de « paix » dans la tradition moderne de la pensée politique.

- 16 Un second ensemble d'interventions, au croisement de la philosophie politique et de la théorie sociale, a porté sur l'éclaircissement des hypothèses qui ont orienté le séminaire. Ninon Grangé (Université Paris-8/ Vincennes-Saint-Denis, CERPHI) a exposé l'impossibilité de faire place, au sein de l'arrangement moderne du droit et de la violence, à la guerre civile qui en fournit pourtant la hantise. Bruno Karsenti (EHESS, IMM-GSPM) est revenu sur le triptyque « criminel, patriote, citoyen » par lequel il s'est efforcé de rendre compte de ce même arrangement moderne. La confrontation de ce modèle, analysé du point de vue d'une généalogie des sciences sociales, avec les hypothèses de départ du séminaire a tout particulièrement eu pour effet d'attirer notre attention sur la spécificité de la topique proprement sociologique dans l'analyse des ordres politiques. L'intervention de Danny Trom (CNRS, IMM-GSPM) a permis de renforcer la pertinence de l'hypothèse sociologique, en particulier en donnant toute son importance théorique au caractère national des sociétés politiques modernes. Il conviendrait, dès lors, d'interroger les effets des tendances à la dénationalisation des sociétés politiques pour faire se rejoindre les hypothèses relatives à l'arrangement moderne du droit et de la violence et l'ébranlement de cet arrangement dans le contexte actuel.
- 17 Le séminaire se poursuivra l'année prochaine, en mettant l'accent, à la suite des enseignements de cette année, sur une critique sociologique de la topique de l'exception.

---

## INDEX

**nomsmotscles** IMM-GSPM – Groupe de sociologie politique et morale